

Protocole d'accord entre le Ministre de la Défense, le Ministre de l'Economie et le Ministre de la Justice relatif à l'appui fourni par la Défense pour le stockage temporaire des articles pyrotechniques saisis par décision judiciaire

Vu la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés ;

Vu la loi-programme du 2 août 2002, notamment l'article 151 relatif aux prestations pour tiers faites par les Forces armées ;

Vu la loi-programme du 27 décembre 2006, notamment les articles 2 à 6 relatifs aux frais de justice ;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasiner, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs ;

Vu l'arrêté royal du 20 octobre 2015 concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 juin 2013 classant les articles pyrotechniques ;

Considérant que l'article 297 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 précité dispose que : « les mesures à prendre, soit pour le dépôt temporaire des produits saisis et confisqués par l'autorité judiciaire ou administrative, soit pour la destruction de ces produits, sont réglées par le Ministre qui a le service des explosifs dans ses attributions, de concert, s'il y a lieu, avec le Ministre de la Défense nationale » ;

Considérant que la Défense dispose d'infrastructures aptes à stocker des munitions des Forces armées ;

Considérant que la Défense dispose en son sein d'un Service d'Enlèvement et de Destruction d'Engins Explosifs (SEDEE) ;

Considérant qu'il est exclu que la Défense se substitue au Service Public Fédéral Economie pour la collecte, le tri, le conditionnement, le transport, la livraison, l'enlèvement et la destruction (sauf cas de destruction d'urgence) des articles pyrotechniques ;

Vu l'avis positif du Collège des procureurs généraux en date du 23 mai 2014 ;

Vu l'avis des Inspecteurs des Finances de la Défense en date du 8 octobre 2018, du SPF Economie en date du 16 octobre et du SPF Justice en date du 31 octobre 2018.

Le Ministre de la Défense, le Ministre de l'Economie et le Ministre de la Justice conviennent ce qui suit :

Article 1 : Objet du présent Protocole d'accord

1.1 Le présent protocole d'accord (ci-après dénommé protocole) s'applique aux articles pyrotechniques saisis par l'autorité judiciaire. Par article pyrotechnique, on entend tout artifice saisi qui peut être rangé dans un des trois groupes, a) "artifices de spectacle", b) "artifices de joie" ou c) artifices à usage technique et/ou de signalisation, de la classe C "Artifices" telle que définie par l'article 2 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958, par l'article 4 de l'arrêté royal du 20 octobre 2015 et par l'arrêté ministériel du 7 juin 2013 classant les articles pyrotechniques.

1.2 Le protocole est établi aux fins de permettre le stockage temporaire, au sein du dépôt militaire de Bertrix, d'articles pyrotechniques définis à l'article 1.1. Il couvre également la destruction d'urgence de ces articles pyrotechniques effectuée par le SEDEE selon les dispositions reprises à l'article 6 ci-après.

1.3 Il ne couvre pas les cas particuliers dans lesquels l'enlèvement et la destruction éventuels d'articles pyrotechniques sont effectués par le SEDEE lors de ses missions journalières. Ces dispositions précises sont contenues dans le Protocole d'accord relatif aux interventions du SEDEE sur le territoire national.¹

Article 2 : Domaine d'application

Le présent Protocole est d'application sur le territoire national.

Article 3 : Transport, livraison, réception

3.1 La Défense n'accepte que les articles pyrotechniques transportés sous la responsabilité du SPF Economie. Chaque livraison est annoncée au préalable (voir Annexe A) par le SPF Economie en mentionnant la date et l'heure précise de la livraison et en joignant une « packing list » dont le modèle se trouve en Annexe B. La date et l'heure de livraison, fixées de commun accord entre la Défense et le SPF Economie, se situent nécessairement les jours ouvrables et durant les heures de service (entre 07.00 et 14.30 Hr), SAUF durant la période entre le 15 décembre et le 05 janvier pour laquelle un système de permanence est organisé par la Défense moyennant facturation des coûts au SPF Justice. L'heure de livraison est déterminée de façon à pouvoir exécuter le déchargement dans le local de stockage ou de reconditionnement le jour-même.

3.2 La réception des articles pyrotechniques est concrétisée par la signature d'un document de remise-reprise. Ce document de remise-reprise (voir Annexe C) est établi par un fonctionnaire du SPF Economie et remis au représentant de la Défense, tous les deux présents sur place. Un contrôle quantitatif et qualitatif (vérification de l'état des articles pyrotechniques) est effectué par les experts désignés de la Défense dans une zone désignée à l'intérieur du dépôt militaire de Bertrix.

3.3 Lorsque les saisies concernent des marchandises pyrotechniques non conformes en termes d'étiquetage ou d'emballage ADR, après analyse de risque faite par le SPF Economie et prise des mesures de sécurité adéquates, le transport peut se faire dans le régime d'exemption de l'ADR. A l'arrivée des marchandises au dépôt de la Défense, le reconditionnement correct en vue du stockage est réalisé endéans les 72 Hr par le SPF Economie et aux frais du SPF Justice dans un local de reconditionnement autorisé à cet effet par la Défense.

3.4 Si les conditions citées ci-avant ne sont pas respectées, le représentant de la Défense n'accepte pas la réception des articles pyrotechniques et ceux-ci doivent immédiatement être évacués hors du dépôt militaire de Bertrix par et sous la responsabilité du SPF Economie.

¹ Protocole d'accord entre le ministre de la Défense, la ministre de l'Intérieur et la ministre de la Justice, relatif aux interventions du service d'enlèvement et de destruction d'engins explosifs sur le territoire national du 30 juin 2014.

Article 4 : Stockage et reconditionnement

4.1 Pour le reconditionnement et le stockage temporaire des articles pyrotechniques dans ses installations de Bertrix, la Défense respecte et fait respecter toutes les exigences techniques, les mesures de sécurité et toutes les procédures en la matière d'application à la Défense. Une attention particulière est portée au respect de la licence de stockage liée aux locaux de stockage ou de reconditionnement mis à la disposition du SPF Economie.

4.2 La Défense se réserve le droit de modifier unilatéralement les lieux de stockage et de reconditionnement pour des raisons opérationnelles. Les nouveaux lieux de stockage et de reconditionnement sont communiqués aux services compétents du SPF Economie dans les meilleurs délais après prise de cette décision. Ce nouveau site doit offrir toutes les garanties nécessaires pour un stockage temporaire et les travaux de reconditionnement éventuellement nécessaires des articles pyrotechniques visés par le présent Protocole.

4.3 Un inventaire de l'ensemble des articles pyrotechniques stockés dans les installations de Bertrix est tenu d'une part, par le SPF Economie et d'autre part, par la Défense.

4.4 Pendant la durée du stockage, des contrôles réguliers (au minimum tous les QUATRE mois) de l'état des articles pyrotechniques sont effectués sous la responsabilité d'un fonctionnaire du SPF Economie qui est accompagné d'un représentant du dépôt militaire de Bertrix. Pour des raisons tenant à des impératifs de sécurité, des contrôles complémentaires peuvent être effectués à l'initiative de chacune des parties. Lorsqu'il s'agit de contrôles effectués par un fonctionnaire du SPF Economie, un rapport attestant de l'état de conservation (voir Annexe D) est établi par ce dernier et remis au représentant du dépôt militaire de Bertrix.

4.5 Pour des raisons tenant à des impératifs de sécurité liés à la dégradation automatique et inévitable des matières pyrotechniques, la durée de stockage dans les installations de Bertrix est au maximum d'UN an afin de ne pas exposer le personnel à des risques d'accidents potentiels. Cependant, cette durée d'UN an peut être réduite si lors des contrôles prévus ci-dessus, il est constaté que les articles pyrotechniques se dégradent prématurément nécessitant leur enlèvement en vue de leur destruction dans des délais plus courts.

4.6 Une concession domaniale est établie entre la Défense et le SPF Economie afin de fixer les modalités particulières concernant la mise à la disposition d'installations du dépôt militaire de Bertrix.

Article 5 : Enlèvement

5.1 L'enlèvement des articles pyrotechniques se déroule sous le contrôle du SPF Economie.

5.2 La date d'enlèvement sera fixée de commun accord entre la Défense et le SPF Economie, qui en informe le magistrat compétent, selon les dispositions suivantes :

- 1^{er} cas : UN an maximum à partir de la date de livraison ;
- 2^{ème} cas : dans les 10 jours à dater de la constatation d'une dégradation prématurée des articles pyrotechniques nécessitant leur enlèvement dans des délais plus courts.

5.3 La date et l'heure d'enlèvement se situent nécessairement les jours ouvrables et durant les heures de service (entre 07.00 et 14.30 Hr), SAUF durant la période entre le 15 décembre et le 05 janvier pour laquelle une permanence est organisée par la Défense moyennant facturation des coûts au SPF Justice.

5.4 Dans le 1^{er} cas, un courrier émanant du SPF Economie est envoyé SIX mois à l'avance au magistrat compétent pour lui rappeler que les articles pyrotechniques concernés sont enlevés au plus tard UN an après leur livraison. Dans le 2^{ème} cas, le courrier en question est envoyé dans les plus brefs délais par le SPF Economie pour effectuer l'enlèvement dans les 10 jours. Le Défense recevra dans les deux cas une copie de ces courriers.

5.5 Si, en cas de force majeure, l'enlèvement ne peut se dérouler dans le délai d'UN an, une concertation d'urgence entre la Défense, le SPF Economie, le SPF Justice et le magistrat compétent aura lieu sur base d'une convocation émise par le SPF Economie pas plus tard que DEUX semaines avant la fin du délai d'UN an.

5.6 Comme pour la livraison, les représentants désignés de la Défense et du SPF Economie sont présents afin de contrôler l'état des articles pyrotechniques et d'établir un document de remise-reprise (voir Annexe E).

5.7 Dans l'hypothèse où le SPF Justice décide de recourir à l'entremise du NATO Support and Procurement Agency (NSPA), l'intervention de la Défense se limitera au rôle de facilitateur entre les parties, sans qu'elle ne souscrive aucun engagement financier corrélatif.

Article 6 : Destruction d'urgence par le SEDEE lors du stockage au dépôt militaire de Bertrix

Lors de la réception par la Défense, lors des contrôles effectués par le SPF Economie ou par la Défense en cours de stockage ou lors de l'enlèvement par le SPF Economie, s'il s'avère que des articles pyrotechniques constituent un danger direct pour la sécurité et qu'ils ne peuvent pas être évacués, le SEDEE procède d'initiative à leur destruction sur place. Un PV de destruction d'urgence complété par un rapport d'expertise technique est dès lors établi par le SEDEE. Ce PV est remis directement ou transmis dans les plus brefs délais au SPF Economie qui le transmet à son tour au magistrat compétent (voir Annexe F).

Article 7 : Dispositions financières

7.1 Prestations exécutées par la Défense

7.1.1 Les frais à charge du budget du SPF Justice sont limités aux coûts variables liés aux prestations du personnel, à l'utilisation des véhicules et du matériel et à la mise à la disposition d'infrastructures.

7.1.2 Il y a lieu d'entendre par coûts variables liés aux prestations du personnel :

- les coûts liés à un service de permanence 'rappelable en moins de 4 heures' qui sera en principe d'application pendant la période du 15 décembre au 05 janvier ;
- les allocations pour les prestations pendant les weekends et jours fériés de la Défense ;
- les heures supplémentaires : les prestations de service qui dépassent pendant la semaine la durée de travail de 7 heures et 36 minutes et toutes les heures qui seront prestées le samedi, dimanche et jours fériés. Dans ce cas les heures entre 22 :00 et 06 :00 seront comptées double ;
- les coûts supplémentaires en cas de destruction d'urgence par le SEDEE.

7.1.3 Il y a lieu d'entendre par coûts variables liés à l'utilisation des véhicules, les frais de fonctionnement et d'entretien. Les coûts variables en rapport avec le matériel sont les frais générés par l'utilisation du matériel.

7.1.4 Il y a lieu d'entendre par coûts variables liés à la mise à la disposition d'infrastructure, les frais découlant de la concession domaniale et les frais liés à l'entretien de l'infrastructure.

7.1.5 Ces frais sont rémunérés par le paiement de factures semestrielles transmises par la Défense au SPF Justice. Simultanément, une copie de la facture concernée est transmise par la Défense au SPF Economie en vue de l'envoi par le SPF Economie de toutes les pièces utiles (réquisition de stockage et les annexes concernées) aussi bien au SPF Justice qu'aux parquets concernés afin de réaliser :

- a) d'une part, le paiement par le Service central de Frais de Justice
- et
- b) d'autre part, l'attribution des frais à chaque dossier judiciaire.

Ces factures sont basées sur les prestations réellement exécutées. Une estimation des coûts de ces prestations est reprise en annexe G. Une estimation actualisée est annuellement transmise au SPF Justice et au SPF Economie.

7.2 Prestations exécutées par le SPF Economie

Le SPF Economie prend en charge aussi bien :

- a) les prestations liées à la gestion courante du greffe pyrotechnique (inventaires, gestion des stocks, ventilation des coûts fixes et variables par dossier judiciaire au prorata du volume et de la durée du stockage, transmission de cette ventilation des coûts au SPF Justice et aux parquets concernés) ; que,
 - b) les envois à la destruction, sur la base d'une instruction écrite du magistrat requérant, dans les délais imposés par la Défense par commande de prestation de reconditionnement ADR, de transport et de destruction à un adjudicataire de marché public financé par le SPF Justice.
- Des prestations urgentes de reconditionnement peuvent être prises en charge par le SPF Economie avec du matériel d'emballage ADR acheté par le SPF Justice.

Article 8 : Responsabilité de la gestion

8.1 Le SPF Economie est responsable de la gestion des articles pyrotechniques saisis, jusqu'au moment de la remise - reprise de ceux-ci par un représentant de la Défense.

8.2 Après la reprise des articles pyrotechniques et durant la période de stockage de ceux-ci, la Défense est responsable de la gestion de ces articles, jusqu'au moment de leur remise au SPF Economie, pour autant que ce dernier respecte ses obligations de contrôle régulier, comme prévu dans l'article 4.4.

8.3 Le SPF Economie est à nouveau responsable de la gestion des articles pyrotechniques, dès le moment de la reprise de ceux-ci par un représentant de ce SPF.

Article 9 : Responsabilité civile

9.1 La responsabilité civile pour le dommage causé aux articles pyrotechniques et pour le dommage causé par ces articles est pris en charge par la partie qui assume la responsabilité de gestion au moment du dommage, sauf recours, s'il échet, contre les tiers responsables.

9.2 La responsabilité civile décrite au point 9.1. sera assumée de plein droit par le SPF Justice dès le moment où la durée de stockage des articles pyrotechniques, conventionnellement prévue (article 4.5.), sera dépassée.

9.3 En cas de dommage aux ou de dégradation des articles pyrotechniques par cas fortuit, le SPF Economie garantit la Défense pour les conséquences financières de ce dommage, sans reconnaissance préjudiciable envers les tiers.

9.4 Les dispositions statutaires régissant le personnel de chacune des parties sont d'application tant pour l'indemnisation des dommages qu'ils subissent (dommages corporels ou matériels) que pour l'indemnisation de ceux qu'ils causent (responsabilité civile envers des tiers) lors de l'exécution du présent Protocole (articles 2 et 3 de la loi du 10 février 2003 concernant la responsabilité des et pour les membres du personnel au service des personnes publiques ; arrêté royal du 16 mars 2006 relatif à l'assistance en justice des membres du personnel de certains services publics et à l'indemnisation des dommages aux biens, encourus par eux ; articles 91 à 99 de la loi du 20 mai 1994 relative aux statuts du personnel de la Défense ; arrêté royal du 09 mars 1995 relatif à la responsabilité civile et à l'assistance en justice des militaires et à l'indemnisation du dommage subi par eux)

9.5 Chacune des parties supporte les conséquences financières dans les cas où un membre de son personnel a commis une faute intentionnelle, une faute lourde ou une faute légère habituelle. Chaque département est responsable de la récupération de l'indemnisation due à telle faute (intentionnelle, lourde, légère habituelle) du membre de son personnel.

Article 10 : Points de contact

La liste des points de contact se trouve à l'annexe H.

Article 11 : Litiges

11.1 Les litiges concernant l'interprétation et l'application du présent Protocole sont réglés par concertation entre les services compétents des parties.

11.2 Lors de litiges concernant les frais calculés par la Défense, les services compétents de la Défense, du SPF Economie et du SPF Justice se concertent afin de résoudre le litige.

11.3 En cas de litiges concernant la responsabilité des parties, suite à des dommages causés à des tiers et/ou concernant le règlement de ces dommages, les services compétents de la Défense, du SPF Economie et du SPF Justice se concertent afin de résoudre le litige.

11.4 Si les services compétents ne parviennent pas à trouver une solution, le dossier est transmis aux Ministres respectifs.

Article 12 : Dispositions finales

12.1 Le présent protocole est d'application de la date de signature jusqu'au 31 décembre 2019 inclus avec, suite à concertation annuelle entre les parties concernées (Art 12.2), une prolongation maximale d'une durée de DEUX ans.

12.2 Une évaluation de l'application de ce protocole est organisée annuellement ou à la demande d'une des parties.

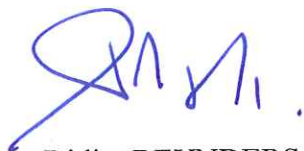
12.3 Le présent protocole peut être modifié de commun accord des trois parties. Les annexes au présent protocole peuvent être modifiées par accord pour la Défense, du Sous-Chef d'Etat-major Opérations et Entraînement ; pour le SPF Economie, du Directeur général de la Direction générale Qualité et Sécurité ; pour le SPF Justice, du Directeur général de l'Organisation Judiciaire ; pour le Ministère public, du Collège des Procureurs généraux.

12.4 Le présent Protocole peut être dénoncé à tout moment, par écrit, par chacune des parties, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

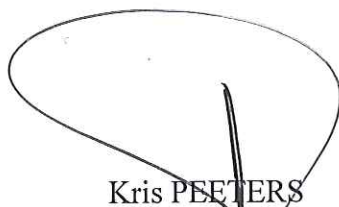
12.5 Cependant, la Défense se réserve le droit de suspendre unilatéralement toute collaboration à tout moment et sans préavis si le SPF Economie ou le SPF Justice ne respecte pas les dispositions relatives à l'enlèvement qui sont prévues à l'article 5 ci-dessus.

21 JAN. 2019

Fait à Bruxelles, le en trois exemplaires, chaque exemplaire étant établi en français et en néerlandais.



Didier REYNDERS
Vice-Premier Ministre et
Ministre de Affaires
étrangères et européennes, et
de la Défense, chargé de
Beliris et des Institutions
culturelles fédérales



Kris PEETERS
Vice-Premier Ministre et
Ministre de l'Emploi, de
l'Economie et des
Consommateurs, chargé du
Commerce extérieur, de la
Lutte contre la pauvreté, de
l'Egalité des chances et des
Personnes handicapées



Koen GEENS
Ministre de la Justice,
chargé de la Régie des
bâtiments

LISTE DES ANNEXES

- Annexe A : Message d'avertissement pour la livraison d'articles pyrotechniques par le SPF Economie dans le Dépôt militaire de Bertrix
- Annexe B : Packing list
- Annexe C : PV de remise-reprise lors de la livraison d'articles pyrotechniques
- Annexe D : Rapport de contrôle visuel de stockage effectué par le SPF Economie
- Annexe E : PV de remise-reprise lors de l'enlèvement des articles pyrotechniques
- Annexe F : PV de destruction d'urgence par le SEDEE
- Annexe G : Dispositions financières
- Annexe H : Liste des points de contact

TRES URGENT

Annexe A
- 1 / 1 -

Message d'avertissement pour la livraison d'articles pyrotechniques par le SPF Economie dans le Dépôt militaire de BERTRIX

Premières actions à prendre

Avertir le dépôt de Zutendaal :

- Durant les heures de service : 02/442.11.74 ou 02/442.12.06 (PI Tech Mun – zone administrative)
- En dehors des heures de service : 02/442.11.84 (Personnel de garde) ou 0497/60.90.09 (Officier au courant, en cas d'urgence)

Autorité émettrice du SPF Economie (données point de contact):

Nom :

Fonction :

Tel et Fax :

GSM :

E-Mail :

Au Commandant du Dépôt militaire de BERTRIX (260 Cie Mun) – 29BNLOG-260-PL-TECH-EXT-DL@mil.be

Pour Info : Département d'Etat-major Opérations et Entraînement/Division Plans/Section National Planning – ACOSOPSTRG-DIV-PL-NATIONAL-PLANNING@mil.be

Objet : Message d'avertissement pour la livraison d'articles pyrotechniques par le SPF Economie dans le Dépôt militaire de BERTRIX

Date et Heure de la transmission du message

Le SPF Economie effectuera une livraison d'articles pyrotechniques dans vos installations selon les détails repris ci-après :

- Date et heure de la livraison
- Détails de la livraison : voir packing list en annexe

Signature de l'émetteur du message :

Accusé de réception du message à renvoyer par le Dépôt militaire de BERTRIX à l'émetteur du message.

Accord pour la date et heure de la livraison

Nom + grade :

Signature :

Packing List

Date de livraison :

Responsable :

Dossier SPF Economie :

PV :

Pallet N°	Art N°	Mat N°	Goods description	Qty	Packing	Grossweight Each (Kg)	Netweight Each (Kg)	Cat
					Mentionner le type d'emballage (Steal boxes, Wooden boxes, ...), le nombre d'articles par emballage et les dimensions des emballages (LxIxh) en cm			
DG Classification : Dangerous goods identification (UN N°, proper shipping name, class and division, NEQ)								
				Total :	Nombre total d'emballages	Grossweight Total	Netweight Total	

PV de remise-reprise lors de la livraison d'articles pyrotechniques

Ref SPF Economie :

Date :

**PV de remise-reprise relative à la livraison d'articles pyrotechniques du.....
(date)**

Les articles mentionnés dans le packing list (voir annexe B) sont déclarés en bon état de conservation et emballés en conformité avec la réglementation ADR.

Les quantités de ces articles sont détaillées dans les plans de chargement repris en appendice à ce PV

Pour remise	Pour reprise
Le responsable du SPF Economie Nom : Fonction : Signature	Le responsable de la Défense Nom : Fonction : Signature

Rapport de contrôle visuel de stockage effectué par le SPF Economie

Date de l'inspection :

Les articles mentionnés en annexe de ce document ont été inspectés par le SPF Economie.

Constatations :

1. Etat qualitatif des articles:
2. Etat quantitatif :
3. Mesures éventuelles à prendre :

Une copie de ce rapport a été remise au Commandant du dépôt militaire de Bertrix ou son représentant à la date du

Appendice :

- Inventaire des articles pyrotechniques inspectés

Responsable SPF Economie	Commandant du dépôt militaire de Bertrix ou son représentant
Nom :	Nom :
Function :	Function :
Tel et Fax	
Email	
Signature	Signature

PV de remise-reprise lors de l'enlèvement d'articles pyrotechniques

Ref SPF Economie :

Date :

**PV de remise-reprise relative à l'enlèvement d'articles pyrotechniques du.....
(date)**

Les articles mentionnés dans le packing list (voir annexe B), en appendice de ce PV sont déclarés en bon état de conservation.

Les quantités de ces articles sont détaillées dans les plans de chargement repris en appendice à ce PV.

Pour remise	Pour reprise
Le responsable de la Défense Nom : Fonction : Signature	Le responsable du SPF Economie Nom : Fonction : Signature

PV de destruction d'urgence par le SEDEE

Date de la destruction :

Raisons de la destruction (avis du SEDEE) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Les articles pyrotechniques mentionnés en appendice de ce document ont été détruits par le SEDEE.

Une copie de ce rapport :

- a été remise au Commandant du dépôt militaire de Bertrix en date du
- a été remise ou transmise au SPF Economie en date du

Appendice :

Rapport d'expertise technique relatif aux articles pyrotechniques détruits
(Rapport-type rédigé par le SEDEE comprenant : description des articles, données techniques, quantités, dossier photos)

Le responsable du SEDEE en charge de la destruction :

Nom :

Grade :

Tel et Fax :

Mail :

Signature

Dispositifs financiers

1. Généralités

Cette annexe contient un aperçu des coûts liés aux prestations qui probablement vont être fournies par la Défense. Le cas échéant des coûts supplémentaires non-repris dans cette liste seront également facturés. Le document officiel 'Coûts standards de la Défense' constitue la référence pour chaque prix. Ce document est revu annuellement et approuvé par le Ministre de la Défense nationale. Le SPF Justice sera notifié en cas de changement des prix. La périodicité de la facturation est semestrielle.

2. Validité

Les tarifs mentionnés ci-dessous sont d'application à partir du 14 octobre 2018 (inclus).

3. Tableaux

a. Personnel: coûts liés à un service de permanence (rappelable en moins de 4 heures)

€ / jour	coût fixe	coût variable	coût total
officier subalterne	268,96	15,12	284,08
sous-officier	220,77	10,99	231,76
volontaire	160,76	8,14	168,90

b. Personnel: prestations pendant les weekends et jours fériés de la Défense

€ / jour	coût fixe	coût variable	coût total
officier subalterne	268,96	88,37	357,33
sous-officier	220,77	88,37	309,14
volontaire	160,76	88,37	249,13

c. Personnel: heures supplémentaires

€ / heure	coût fixe	coût variable	coût total
officier subalterne	35,39	35,39	70,78
sous-officier	29,05	29,05	58,10
volontaire	21,15	21,15	42,31

d. Personnel: destruction d'urgence éventuelle

€ / heure	coût fixe	coût variable	coût total
officier subalterne	35,39	7,44	42,83
sous-officier	29,05	7,44	36,49
volontaire	21,15	7,44	28,59

e. Mat roulant: utilisation d'un 'vorklift CLIMAX 2T'

€ / heure	coût fixe (amortissement et maintenance)	coût variable (fonctionnement et maintenance)	coût total
vorklift CLIMAX 2T	10,12	16,14	26,26

f. Infrastructure: utilisation d'un 'Igloo de munition' pour stockage

€ / jour	coût fixe (amortissement)	coût variable (maintenance)	coût total
Igloo de munition	14,79	10,42	25,21

Pour des raisons de sécurité, les articles pyrotechniques et les munitions doivent être stockés séparément.

Liste des points de contact

1. Le point de contact pour la Défense pour ce qui concerne l'organisation générale du stockage des articles pyrotechniques :
Département d'Etat-major Opérations et Entraînement
Division Plans/Section National Planning
Quartier Reine Elisabeth
Rue d'Evere, 1
1140 BRUXELLES
Tf : 02 / 441.70.70
2. Le point de contact pour la Défense pour ce qui concerne les dispositions financières :
Département d'Etat-major Opérations et Entraînement
Division Support/Budget et Finances
Quartier Reine Elisabeth
Rue d'Evere, 1
1140 BRUXELLES
Tf : 02 / 441.71.27
3. Le point de contact pour la Défense pour ce qui concerne la concession domaniale :
Direction Générale Material Resources
Division CIS et Infrastructure/Sous-section Appui Infrastructure
Quartier Reine Elisabeth
Rue d'Evere, 1
1140 BRUXELLES
Tf : 02 / 441.63.02
4. Le point de contact pour la Défense pour ce qui concerne le Dépôt militaire de Zutendaal (phase de transition) :
Commandant Installatie voor Neutralisatie van Explosieve Stoffen (INES)
Kwartier WEVELSMOER
Leutsestraat, 34
3690 ZUTENDAAL
Tf: 02/442.69.69 ou 02/442.69.71(durant les heures de service)
Tf: 02/442.69.23 ou 02.442.69.22 (Personnel de garde, hors les heures de service)
5. Le point de contact pour la Défense pour ce qui concerne le Dépôt militaire de Bertrix:
Commandant 260^{ème} Compagne Munitions
Quartier Militaire BERTRIX – Dépôt Munitions
Route des Gohineaux, n°3, 34
6880 BERTRIX
Tf: 02/442.11.74 ou 02/442.12.06 (durant les heures de service)
Tf: 02/442.11.84 (Personnel de garde, hors les heures de service)
6. Le point de contact pour le SPF Economie pour ce qui concerne l'organisation générale du stockage des articles pyrotechniques :
Direction générale Qualité et Sécurité
Division Sécurité
Boulevard du Roi Albert II 16
1000 BRUXELLES
Tf : 02 / 277.80.80
FAX : 02 / 277.54.14

7. Le point de contact pour le SPF Justice pour ce qui concerne l'organisation générale du stockage des articles pyrotechniques :

Collège des procureurs généraux
Réseau d'expertise Environnement
Rue Ernest Allard, 42
1000 BRUXELLES
Tf : 02 / 500.86.01
FAX : 02 / 500.86.13

8. Le point de contact pour le SPF Justice pour ce qui concerne les dispositions financières :

Direction générale de l'Organisation Judiciaire
Direction Budget, Liquidation et Services d'appui
Service de Frais de Justice
Boulevard de Waterloo, 115
1000 BRUXELLES
Tf : 02 / 552.27.23
Fax : 02 / 552.27.87

Les points de contact mentionnés dans le présent article peuvent être modifiés, par envoi de courrier entre les parties, contre accusé de réception.